



caf.fr

**POUVOIR ADJUDICATEUR
(ORGANISME CONTRACTANT)**

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC)

CAF DES HAUTS-DE-SEINE
70-88 RUE PAUL LESCOP
92023 NANTERRE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

OBJET DE LA PROCÉDURE ADAPTÉE N° 01/2025

**TRAVAUX DE PEINTURE, DE REVETEMENTS
MURAUX ET DE REVETEMENTS DE SOLS
MINCES COLLÉS POUR LES LOCAUX DE LA
CAF DES HAUTS-DE-SEINE**

ACCORD-CADRE À LOTS À BONS DE COMMANDE

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES PASSE PAR PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES R.2123-1, R.2162-1 A 6, R.2162-13 A 14 ET R.2131-12 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Date d'établissement : 10/01/2025

Travaux de peinture, de revêtements muraux (lot n° 1) et de revêtements de sols minces collés (lot n° 2) pour les locaux de la Caf des Hauts-de-Seine

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2 : OBJET - LOTS.....	3
2.1 : OBJET	3
2.2 : LOTS	3
ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3.1 : REGLEMENTATION	4
3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
4.1 : PIECES PARTICULIERES	5
4.2 : PIECES GENERALES	5
4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 5 : DATE D'EFFET - DUREE.....	6
ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 7 : NATURE ET CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
7.1 : GENERALITES	6
7.2 : ETABLISSEMENT DE DEVIS PREALABLE.....	7
7.3 : RECEPTION DES TRAVAUX	7
7.4 : DUREE DE GARANTIE	7
7.5 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION.....	8
7.6 : LIAISON AVEC LE TITULAIRE.....	8
ARTICLE 8 : EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	8
ARTICLE 9 : CONDITIONS FINANCIERES.....	9
9.1 : CONTENU DES PRIX	9
9.2 : REVISION DES PRIX	10
ARTICLE 10 : REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE.....	11
10.1 : FACTURATION	11
10.2 : PAIEMENT	12
10.3 : AVANCE	12
10.4. ACOMPTES	12
10.5. CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	13
ARTICLE 11 : PENALITES	13
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 13 : PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	16
ARTICLE 14 : RESPONSABILITE - ASSURANCE.....	17
ARTICLE 15 : OBLIGATION DE RESULTAT ET MESURES COERCITIVES	18
ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE.....	18
16.1 : CAS DE RESILIATION OUVRANT DROIT À INDEMNITE	18
16.2 : CAS DE RESILIATION N'OUVRANT PAS DROIT À INDEMNITE :	18
16.3 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE AVEC MISE EN DEMEURE :	19
16.4 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE SANS MISE EN DEMEURE :	19
ARTICLE 17 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	20
ARTICLE 18 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES.....	20
ARTICLE 19 : REGLEMENT DES LITIGES	21
ARTICLE 20 : LANGUE	21
ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. APPLICABLE AUX MARCHES DE TRAVAUX	21

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caf des Hauts-de-Seine, (Caf 92), dont le siège social est situé au : 70-88, rue Paul Lescop -92023 NANTERRE CEDEX, désigné dans le marché par « l'Organisme contractant » ou « le Pouvoir adjudicateur ». L'Organisme contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues au titre du marché sont assurés par Directeur Comptable et Financier de l'Organisme contractant, même adresse, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle. Pour l'exécution, le suivi et la vérification de la bonne exécution des prestations, la Caf des Hauts-de-Seine sera représentée par son Pôle Immobilier.

- D'autre part, l'entreprise, Titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, désignée dans les documents contractuels par l'expression « le Titulaire » ou « le prestataire ».

ARTICLE 2 : OBJET - LOTS

2.1 : OBJET

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) fixe les conditions de l'accord-cadre à bons de commande que l'organisme contractant entend passer pour **des travaux de peinture, de revêtements muraux (lot n° 1) et de revêtements de sols minces collés (lot n° 2) au sein de ses différents locaux.**

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent accord-cadre. La description des prestations est indiquée au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de l'accord-cadre.

La nature et l'étendue des besoins doivent prendre en compte des objectifs de développement durable. Les fournitures devront être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur. Par ailleurs, le présent marché est passé conformément aux objectifs énoncés par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi « Climat et résilience ») incluant plusieurs mesures destinées à mieux prendre en compte le développement durable lors de la passation et l'exécution des contrats de la commande publique.

Les travaux sont répartis en deux (2) lots détaillés à l'article 2.2 ci-après.

L'accord-cadre passé implique une **obligation de résultat pour les travaux exécutés.**

2.2 : LOTS

Conformément à l'article R.2113-1 du code de la commande publique, les travaux, objets de l'accord cadre, sont répartis en deux (2) lots :

- **Lot n° 1 : Travaux de peinture et de revêtements muraux.**
- **Lot n° 2 : Travaux de revêtements de sols minces collés.**

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre séparé.

Travaux de peinture, de revêtements muraux (lot n° 1) et de revêtements de sols minces collés (lot n° 2) pour les locaux de la Caf des Hauts-de-Seine

ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES DE L'ACCORD-CADRE**3.1 : REGLEMENTATION**

Le présent accord-cadre est passé sous la forme d'une procédure adaptée en application des dispositions de l'article L.2123-1 et du 1° de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique.

Il est également passé en application de l'article L124-4 du Code de la Sécurité sociale, de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale et des dispositions du Code de la Commande publique. Il est régi par référence aux Cahiers des Clauses Administratives Générales et Techniques applicables aux Marchés Publics de Travaux (C.C.A.G. Travaux) (Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021).

3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DE L'ACCORD-CADRE

Chaque accord-cadre, mono-attributaire, sera exécuté au moyen de bons de commandes dans les conditions fixées par les articles R.2162-13 et R.2162-14 du décret n° 2018-1075, **avec les montants fixés comme suit pour chaque lot, et ce pour toute la durée de validité de chaque accord-cadre :**

Lot 1 : Sans minimum - Maximum = 250 000 € HT

Lot 2 : Sans minimum - Maximum = 250 000 € HT.

Dès lors que le marché aura atteint son maximum celui-ci sera automatiquement échu. Ce montant maximum s'apprécie sur la durée totale du marché, sachant que l'année prise en compte pour établir ce montant correspond à une année d'exécution du marché, comprise entre sa date de prise d'effet et la date d'échéance contractuelle, et non par année civile.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 10 du CCAP.

Après la notification de l'accord-cadre au Titulaire, les bons de commandes seront émis dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. En effet, les travaux à exécuter seront précisés par l'Organisme contractant dans chaque bon de commande émis, au fur et à mesure et en fonction des besoins à satisfaire.

La Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine ne prend aucun engagement quant à la régularité et à l'importance des prestations, le Titulaire devant en tous les cas être en mesure d'y répondre dans les délais fixés.

Aucun bon de commande ne pourra plus être émis après l'échéance de l'accord-cadre. Cependant, l'exécution de ceux émis préalablement à cette échéance sera poursuivie jusqu'à la fin des travaux qui y sont prescrits. La durée d'exécution des bons de commande ne pourra pas aller au-delà d'un mois à compter de la date limite de validité de l'accord-cadre.

Le Titulaire prend note que la Caf des Hauts-de-Seine se réserve, en cas de besoin, notamment en cas d'opération de travaux importante, le droit de faire appel à la concurrence pour des matériaux ou/et des travaux de nature spécifique, par voie de procédure adaptée ou d'appel d'offres.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessous, exprime les obligations contractuelles des parties. En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

4.1 : PIECES PARTICULIERES

Les pièces particulières constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement du Titulaire (référéncé PA n° 01/2025) pour chaque lot, et ses trois annexes (annexe 1 bordereau de prix, annexe 2 questionnaire technique) avec, éventuellement, les engagements complémentaires souscrits au cours ou au terme de la période de mise au point, signé par le titulaire de l'accord-cadre et également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P, référéncé PA n° 01/2025), dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P, référéncé PA n° 01/2025), dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi ;
- Les bons de commande émis par l'organisme ;
- Les actes de sous-traitance ;
- Le mémoire technique du titulaire ;

4.2 : PIECES GENERALES

Il s'agit des pièces générales suivantes :

- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique,
- Le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale,
- Le Cahier de Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Travaux (C.C.A.G. Travaux) visé à l'article 3.1 du présent document.
- Les normes et règlements en vigueur.

4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre et qui ne figureraient pas dans les pièces listées ci-avant.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET - DUREE

Le marché prendra effet à compter de la date de sa notification au titulaire, pour une période de **48 (quarante-huit) mois**. Toutefois, durant cette durée, l'Organisme contractant aura la faculté de dénoncer le marché à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé (courrier électronique) permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis de trois (3) mois.

L'accord-cadre ne pourra en tout état de cause dépasser une durée totale quarante-huit (48) mois. À l'issue de cette durée maximale, il prend fin sans autre formalité.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 16 du présent document.

ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS

L'étendue des travaux et leurs spécifications techniques sont décrites le CCTP, y compris les ouvrages amenés et accessoires destinés à la finition complète des ouvrages. Le Titulaire s'engage à réaliser dans le cadre du présent marché les travaux tels qu'ils sont fixés au marché.

Des travaux supplémentaires, ne faisant pas l'objet d'une description au C.C.T.P. et dans le bordereau de prix, seront exécutées après acceptation d'un devis du titulaire et émission d'un bon de commande de la part de l'Organisme.

ARTICLE 7 : NATURE ET CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX**7.1 : GENERALITES**

Il s'agit essentiellement de chantiers ponctuels, en zones occupées ou en cours de réaménagement, s'inscrivant dans un planning précis de mise en œuvre avec éventuellement plusieurs corps d'état (chantiers d'importance variable jusqu'à 2 000 m² au sol).

Les travaux se dérouleront pendant les heures ouvrables de la Caf, mais pourront avoir lieu les week-ends, et le matin avant 7h30, et le soir après 18h30 ou en période de vacances pour les locaux occupés par le personnel ou le public.

Les travaux à nuisances sonores importantes devront être effectués en dehors des heures ouvrables et notamment les week-ends, de même que les livraisons des fournitures et matériaux importantes et volumineuses.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de la variété des travaux qui lui seront commandés pour éluder ses obligations ou majorer ses rémunérations.

S'il y a nécessité d'effectuer des travaux complémentaires ou supplémentaires, au cours de l'exécution du marché, les commandes se feront sous forme écrite par le maître de l'ouvrage.

Tous les besoins de travaux supplémentaires repérés par le titulaire en cours de réalisation feront l'objet d'une communication immédiate, argumentée et chiffrée en délais et coûts de réalisation, à la Caf 92.

Toute anomalie, ou omission, ou manque de concordance avec la réglementation en vigueur, et qui seraient constatés par l'entrepreneur, devront être signalés par écrit avant la signature du marché.

Il sera seul responsable des accidents ou dommages de toute nature qui surviendraient à son personnel, à son matériel ou à des tiers à l'occasion des travaux.

Le titulaire devra impérativement respecter les dates et heures d'intervention dans les locaux et devra débarrasser quotidiennement son chantier des gravats ainsi que des emballages et des divers conditionnements des produits afin de permettre l'intervention des autres entreprises, le cas échéant. À défaut, cette prestation sera effectuée par la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine aux frais exclusifs du titulaire défaillant.

7.2 : ETABLISSEMENT DE DEVIS PREALABLE

Il est souhaité, d'une façon pérenne, la désignation d'un interlocuteur chargé de l'interface avec la Caf 92, pour suivre l'établissement des devis et effectuer le suivi des chantiers.

Avant remise de chacun de ses devis, l'entrepreneur sera tenu de se rendre sur le site concerné afin de procéder à une visite et prendre parfaitement connaissance de toutes les caractéristiques, conditions, difficultés et toutes sujétions relatives aux lieux et à l'exécution du présent marché, aux accès et notamment aux contraintes imposées par les utilisateurs des locaux ou bâtiments.

Le Titulaire étant réputé connaître les lieux, aucune réclamation relative à des imprévisions portant sur des points apparents ou aisément vérifiables, ne pourra être prise en compte.

Tous les devis demandés seront détaillés local par local, poste par poste. Ces devis devront, en outre, reprendre impérativement les numéros d'articles et les prix unitaires contractuels figurant au BPU.

Pour être suivi d'effet, chaque devis devra obligatoirement être validé par la Caf.

7.3 : RECEPTION DES TRAVAUX

Le jour convenu au planning, une réception de chantier contradictoire sera effectuée par l'entreprise et le représentant du maître de l'ouvrage.

Les réserves devront être levées dans un délai de 48h après la réception des travaux faite contradictoirement par l'entreprise et le représentant de la CAF.

7.4 : DUREE DE GARANTIE

Les travaux objet du présent marché bénéficieront d'un délai de garantie d'une année à compter de la date d'effet de leur réception : au cours de cette période, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement.

Il doit remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables et qui se produiraient durant ce délai, de telle sorte que les travaux réalisés soient conformes aux prescriptions du marché.

À l'issue du délai de garantie de parfait achèvement, demeurent les obligations résultant de la garantie de bon fonctionnement des ouvrages, d'une durée de deux ans à compter de leur réception, toutes réserves levées.

La garantie de la qualité des matériaux offerte par leurs fabricants devra être de deux ans également.

Travaux de peinture, de revêtements muraux (lot n° 1) et de revêtements de sols minces collés (lot n° 2) pour les locaux de la Caf des Hauts-de-Seine

7.5 : MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

Si l'intérêt de l'Organisme contractant ou un motif d'intérêt général les justifient, des modifications de l'accord-cadre peuvent être décidées par l'Organisme contractant. Le Titulaire est tenu de les exécuter dans les mêmes conditions que les travaux prévus dans le cadre du présent accord-cadre, sans préjudice au droit à la compensation auquel il peut prétendre.

La décision de l'Organisme contractant sera notifiée par courriel au Titulaire, qui sera réputé l'avoir acceptée s'il n'a pas formulé de réserves, sans préjudice des délais d'intervention en urgence, dans les 5 jours qui suivent la réception de ladite décision.

La modification d'une commande peut soit être faite en plus soit en moins.

L'accord-cadre peut en outre être modifié conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

7.6 : LIAISON AVEC LE TITULAIRE

Toutes les conditions d'exécution impliqueront en permanence :

- La possibilité de joindre le Titulaire facilement, personnellement ou son chargé d'affaires dûment mandaté ;
- Que le chef d'équipe présent sur le chantier en l'absence de l'entrepreneur ou de son représentant habituel, soit un interlocuteur dûment qualifié, capable de s'exprimer en langue française, et habilité à prendre toute décision aussi rapidement que possible ;
- Qu'une flexibilité qualitative et quantitative en main-d'œuvre reste disponible en vue de faire face à plusieurs chantiers simultanément ou de natures diverses, dans les délais impartis et convenus.

ARTICLE 8 : EMISSION DES BONS DE COMMANDE

L'émission des bons de commande s'effectuera après notification de l'accord-cadre, au fur et à mesure des besoins, par le Pôle Immobilier de la Caf. Aucun bon de commande ne pourra plus être émis après l'échéance de l'accord-cadre, mais l'exécution de ceux-ci sera poursuivie jusqu'à leur terme.

La Caf 92 envoie au prestataire une demande de devis par mail décrivant succinctement ou en détail, les travaux ou l'intervention à réaliser. Le prestataire fait un devis qu'il envoie à la Caf par mail. Dans le cas d'un dépannage urgent, la Caf 92 fait sa demande par mail, ou téléphone au prestataire. Une fois le dépannage urgent réalisé, le prestataire envoie un devis à la Caf par mail, puis cette intervention sera ensuite confirmée par bon de commande

Dans le cadre de travaux planifiés, le prestataire réalisera un devis détaillé. La commande sera notifiée au prestataire par l'envoi d'un bon de commande. Chaque bon de commande, communiqué au Titulaire avant le début d'exécution des travaux, portera la signature du Directeur de l'Organisme contractant, ou de son représentant.

Les bons de commandes comporteront les mentions générales suivantes :

- Le numéro d'engagement (pour Chorus : numéro du marché) ;
- les nom et adresse du prestataire ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement ;
- les références de l'accord-cadre et du Bon de commande ;

- la date et les lieux d'intervention ;
- le prix en vigueur au jour de la commande ;
- le taux et le montant de la T.V.A.

Aucune prestation ne sera rémunérée si elle n'a pas fait l'objet d'une commande, et si celle-ci n'émane pas directement de l'organisme contractant ou/et s'il résulte sans contestation possible que les règles techniques ou de l'Art n'ont pas été respectées par le Titulaire.

ARTICLE 9 : CONDITIONS FINANCIERES

9.1 : CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont les prix définis dans le bordereau joint à l'Acte d'Engagement du titulaire qui comprend les travaux ou fournitures qui pourront être demandés.

Ces prix comprennent tous les frais généraux : temps passé à l'élaboration d'un devis, les déplacements, toutes sujétions pour la protection des travailleurs et des tiers, l'évacuation des gravats, nettoyage avant et après travaux. Ils incluent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations, les outillages.

Pour le lot n° 1 = travaux de peinture

Les travaux sont rémunérés selon un coût forfaitaire incluant le déplacement, la fourniture des matériaux et la main d'œuvre de pose.

En ce qui concerne les fournitures non répertoriées au BPU, elles seront facturées au prix réel HT affecté du **coefficient de revente** prévu au bordereau (et qui ne doit pas dépasser **1,20** maximum) et sur production au stade du devis, de la facture (ou du devis) de son fournisseur (ou de tout document attestant du prix d'achat des fournitures).

Pour le lot n° 2 = travaux de sols

Les travaux sont rémunérés selon un coût forfaitaire par type de travaux, incluant le déplacement et la main d'œuvre de pose.

En ce qui concerne les fournitures, elles seront facturées au prix réel HT affecté du **coefficient de revente** prévu au bordereau (et qui ne doit pas dépasser **1,20** maximum) et sur production au stade du devis, de la facture (ou du devis) de son fournisseur (ou de tout document attestant du prix d'achat des fournitures).

Pour les deux lots, en ce qui concerne les travaux non répertoriés au BPU, ils seront facturés selon les taux horaires de main d'œuvre prévu au BPU.

La main-d'œuvre comprend la réalisation de la prestation (la pose, le montage, la fixation, les raccordements, le nettoyage des chantiers, etc.), les salaires toutes catégories confondues, les primes et indemnités de toutes natures, les majorations éventuelles par heures supplémentaires, les charges salariales, les petits matériels courants ainsi que les frais éventuels de consommation, les frais généraux, y compris avances de fonds et assurances contre les accidents de toutes natures au personnel de l'entrepreneur et aux tiers, les marges pour aléas et bénéfices, et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux, sans qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Travaux de peinture, de revêtements muraux (lot n° 1) et de revêtements de sols minces collés (lot n° 2) pour les locaux de la Caf des Hauts-de-Seine

9.2 : REVISION DES PRIX

Les prix sont établis en euros, aux conditions économiques du mois de février 2025, mois de la remise des offres (mois zéro).

Les prix du BPU seront fermes et non révisables jusqu'au 31 décembre 2025. Au-delà, ces prix feront ensuite l'objet d'une révision en fonction des variations de l'indice BT 46 « Peinture, tenture, revêtements muraux » au 1^{er} janvier, selon la formule suivante :

Lot n° 1 =

$$PR = Po [0.15 + 0.85 \times (BT\ 46o / BT\ 46)]$$

Dans laquelle :

PR = prix révisé

Po = prix pour la 1^{ère} révision, puis prix précédent pour les révisions suivantes,

BT 46o; index national du prix du bâtiment – peinture, tenture, revêtements muraux - du mois d'établissement des prix, soit février 2025,

BT 46, dernier index connu au moment de la révision annuelle.

Lot n° 2 =

$$PR = Po [0.15 + 0.75 \times (BT\ 10o / BT\ 10) + 0.25 \times (BT\ 11o / BT\ 11)]$$

Dans laquelle :

PR = prix révisé

Po = prix pour la 1^{ère} révision, puis prix précédents pour les révisions suivantes,

BT 10o, index national du prix du bâtiment – revêtements en plastique - du mois d'établissement des prix, soit février 2025,

BT 10, dernier index connu au moment de la révision annuelle.

BT 11o, index national du prix du bâtiment – revêtements en textile synthétiques- du mois d'établissement des prix, soit février 2025,

BT 11, dernier index connu au moment de la révision annuelle.

Pour les deux lots, concernant le coût horaire de la main d'œuvre :

Il pourra être révisé en fonction des variations de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Construction (NAF rév. 2 section F) – Base 100 en décembre 2008 publié par l'INSEE (identifiant : 001565188) selon la formule suivante :

$$P1 = Po \times (S1 / So)$$

Où

P1 = Prix révisé,

Po = Prix d'origine, indiqué dans l'Acte d'Engagement pour la 1^{ère} révision, puis prix précédents pour les révisions suivantes,

So = Indice du mois d'établissement des prix soit février 2025,

S1 = Dernier indice connu au moment de la révision annuelle.

Travaux de peinture, de revêtements muraux (lot n° 1) et de revêtements de sols minces collés (lot n° 2) pour les locaux de la Caf des Hauts-de-Seine

Dès que la valeur des indices est connue, le titulaire sollicite l'application annuelle de la formule et présente au pouvoir adjudicateur le calcul des prix révisés. Le calcul et la notification de la révision incombent au titulaire. Il ne sera pas fait de rappel. La révision ne pourra en aucune façon s'appliquer de façon rétroactive.

9.3 : CLAUDE DE SAUVEGARDE

Dans le cas où l'application des dispositions susmentionnées conduirait à une augmentation supérieure à 5 % du total hors taxes du BPU durant l'année d'exécution (N+1) par rapport à l'année d'exécution (N), l'Organisme contractant se réserve la possibilité de résilier unilatéralement l'accord-cadre moyennant un préavis d'un (1) mois. Cette résiliation serait alors notifiée par tout moyen permettant de donner date certaine.

9.4 : CLAUDE BUTOIR

Dans le cas où l'application des dispositions susmentionnées conduirait à une augmentation supérieure à 5 % du total hors taxes du BPU durant l'année d'exécution (N+1) par rapport à l'année d'exécution (N), la révision de prix sera plafonnée à ce taux maximum.

ARTICLE 10 : REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

10.1 : FACTURATION

Après la décision de réception des travaux, le Titulaire adresse à la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine la facture correspondante.

Chaque facture mentionnera :

- La référence du marché,
- La référence du bon de commande Caf ou de l'ordre de service initial et, s'il y a lieu, des ordres de service complémentaires,
- La référence du ou des devis acceptés par Caf 92,
- La date de la prestation,
- Le numéro de compte bancaire du Titulaire,
- Le tarif total H.T. de la prestation,
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total TTC de la prestation, la date.

Les factures doivent être déposées sur le portail internet Chorus Pro du ministère des Finances : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire devra renseigner le SIRET de la CAF 92 (38105099600010) ainsi que le n° d'engagement (numéro du bon de commande ou à défaut en l'absence de bon de commande, le numéro de marché attribué par la CAF92). Il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique date d'émission de la facture, désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, référence de l'engagement ou de la commande, quantité et détermination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés, etc. Il permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

Travaux de peinture, de revêtements muraux (lot n° 1) et de revêtements de sols minces collés (lot n° 2) pour les locaux de la Caf des Hauts-de-Seine

Le prestataire peut à titre occasionnel également adresser ses factures à l'adresse suivante : **Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine - Direction des Ressources – Pôle Immobilier - 70/88, rue Paul Lescop - 92023 NANTERRE CEDEX**

10.2 : PAIEMENT

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement du présent marché est fixé à 30 jours. Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine se libérera de la somme due en exécution du présent marché en faisant porter le montant de celle-ci au crédit du compte postal ou bancaire dont l'entrepreneur aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

10.3. : AVANCE

Les avances sont régies par les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R.2191-4 du Code de la commande publique, l'acheteur peut accorder une avance, alors même que les conditions fixées par l'article R.2191-3 précité ne sont pas remplies. L'avance accordée représente 5% du montant total toutes taxes comprises du bon de commande en cause.

Le montant de l'avance doit être remboursé intégralement lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant total toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre d'un bon de commande. À cet égard, le remboursement s'impute de manière définitive par précompte sur les sommes dues au Titulaire. Le cas échéant, le précompte est effectué après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

En contrepartie de l'avance à laquelle il prétend, le Titulaire ou son sous-traitant doit constituer une garantie dont le montant correspondant au montant toutes taxes comprises de l'avance demandée.

10.4. ACOMPTES

Si le d'exécution des prestations prescrites par un bon de commande dépasse 30 jours, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes, conformément aux dispositions de l'article R.2191-20 du Code de la commande publique.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Ils sont toutefois diminués de la fraction correspondant à la retenue de garantie mentionnée à l'article R.2191-32 du Code de la commande publique. Le montant de la retenue de garantie correspond à 5% du montant initial du bon de commande auquel il se réfère, augmenté le cas échéant du montant de la modification en cours d'exécution.

Travaux de peinture, de revêtements muraux (lot n° 1) et de revêtements de sols minces collés (lot n° 2) pour les locaux de la Caf des Hauts-de-Seine

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois.

Pour le versement d'acomptes, la demande de versement doit être accompagnée des pièces justifiant l'état d'avancement de la prestation. Le solde du bon de commande est versé après la décision de réception définitive de le pouvoir adjudicateur récapitulant l'ensemble des prestations réalisées par le titulaire et admises par l'organisme contractant.

Les opérations liées aux acomptes sont constatées par écrit établi par l'Organisme contractant ou vérifié et accepté par lui.

10.5. CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître durant l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-46 et R.2191-47 du Code de la commande publique est le Directeur de l'Organisme contractant ou son délégué.

En cas de sous-traitance, l'accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées réellement par le Titulaire.

Le certificat de cession ou de nantissement des créances doit être établi par le Directeur de l'Organisme ou son délégué conformément au modèle prévu par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : PENALITES

Des pénalités pourront être appliquées au Titulaire, sans préavis, dans les cas suivants :

- Retard dans la date de démarrage du chantier (qu'il s'agisse d'un chantier programmé ou non ; dans ce cas le délai maximal pour démarrer est d'une semaine) : 150 € par jour de retard.
- Retard dans l'exécution des travaux prescrits ou si le délai accordé au Titulaire est dépassé pour remédier aux imperfections ou malfaçons révélées lors de la réception d'un chantier : 150 € par jour de retard.
- Dépôt de matériels, matériaux, terres et gravats en dehors des zones prescrites : 120 € par jour,
- Retard dans le nettoyage du chantier et dans l'évacuation des gravois hors chantier : 120 € par jour,
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux ou à la coordination sécurité/santé (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé d'exécution et à sa mise à jour, etc.) : 120 € par document et par jour,
- Bruit au-delà de la limite prescrite : 80 € par jour.
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier : 150 € par infraction constatée et par jour,
- Absence à une réunion d'étude et de coordination, visite de chantier : 80 € par absence

- Sous-traitance occulte : Dans le cas où le pouvoir adjudicateur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non-déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1 500 € pour chaque infraction constatée et ceci, nonobstant des mesures coercitives prévues par le CCAG-Travaux.
- Déclaration tardive d'un sous-traitant : En cas de déclaration tardive des sous-traitants, qui serait à l'origine du dépassement du délai prévu au planning de réalisation des travaux, l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer d'un coefficient 1/1000ème au lieu de 1/3000ème. Sera considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au maître de l'ouvrage en deçà des 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant. Le maître de l'ouvrage adressera alors au titulaire un courrier en recommandé avec accusé de réception lui notifiant sa décision.

Les pénalités susvisées sont susceptibles d'être cumulables si les conditions de leur naissance se trouvent simultanément réunies. Elles sont recouvrables par compensation au moyen de retenues sur le paiement des travaux et prestations à faire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 €.

Celles-ci ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service, elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

12.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE

La sous-traitance totale du marché est interdite. **Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur.**

Le titulaire qui envisage de sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution de certains travaux **devra en faire la demande au préalable à la CAF 92**. La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

La déclaration d'un sous-traitant se fait par la remise d'un formulaire DC4 (version janvier 2024) dûment rempli par les parties concernées (le Titulaire et son sous-traitant).

Pour qu'elle lui soit opposable, le DC4 doit également être signé par le représentant de l'Organisme contractant ou son délégué. Le DC4 mentionnera le détail précis des prestations à confier au sous-traitant, c'est-à-dire leur nature et leur quantité.

Si le Titulaire confie l'exécution de prestations à un sous-traitant, sans en informer préalablement l'Organisme contractant et sans l'accord de celui-ci, le sous-traitant ne peut prétendre à aucun paiement auprès de l'Organisme contractant.

Toute sous-traitance non déclarée engage la responsabilité du Titulaire. Il est tenu à cet égard d'engager toutes les dépenses qui seront nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les travaux de reprise et de remise en l'état des lieux, conformément aux stipulations de l'accord-cadre et des règles de l'art.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1°) - Déclaration de sous-traitant au moment de dépôt de l'offre

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas dans un cas d'interdiction d'accéder aux marchés publics. La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2°) - Déclaration de sous-traitance pendant l'exécution de l'accord-cadre

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par les parties intéressées.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

12.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante.

La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur public, mais les factures jointes doivent être libellées au nom du titulaire du marché, car le lien contractuel est établi entre le sous-traitant et le titulaire du marché. Toute facture libellée au nom du pouvoir adjudicateur est irrégulière.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de réception de la facture pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours, après réception de la facture conforme. Ce délai court à compter de la réception, par l'Organisme contractant, de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, ou à l'expiration du délai de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore à la réception par l'organisme contractant de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 13 : PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-Travaux, le Titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur. Les modalités d'application de ces textes sont prévues par les documents particuliers du marché.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT ratifiées par la France sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;

– la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire s'engage également à ce que, pendant la durée du marché, l'ensemble de ses préposés soit employé dans des conditions régulières au regard de la réglementation relative au travail dissimulé et, si ces personnes sont de nationalité étrangère, à ce qu'elles disposent d'un titre les autorisant à travailler en France.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 51 du décret n°2016-360 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail conformément au III de l'article 51, il est fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITE - ASSURANCE

Le Titulaire est responsable des dommages de toute nature que son personnel pourrait causer aux biens de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine ou aux personnes (agents ou tiers).

Le Titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine.

Le Titulaire sera seul responsable de tout dommage résultant de son propre fait ou du fait de ses préposés. Ces derniers resteront sous sa garde (au sens du Code civil) pendant l'exécution des prestations de telle sorte que tous les accidents ou toutes les infractions qui surviendraient relèvent de sa seule responsabilité. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques qu'il encourt et d'obtenir de ses assureurs qu'ils renoncent à tout recours contre la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine.

Pendant la durée des travaux, le Titulaire est tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés à ses ouvrages et matériaux approvisionnés ; il en supportera la réparation.

Sa responsabilité demeure engagée jusqu'à la réception des travaux. À cet effet, il devra contracter une assurance contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant, aussi bien pour le compte du maître de l'ouvrage que pour le sien, les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

ARTICLE 15 : OBLIGATION DE RESULTAT ET MESURES COERCITIVES

L'entrepreneur a pleine et entière responsabilité des ouvrages exécutés par lui et il ne peut en aucun cas se prévaloir d'avoir exécuté les travaux dans le respect des spécifications du présent document et du C.C.T.P. pour voir sa responsabilité diminuée, étant entendu que ces spécifications n'ont aucun caractère limitatif et ne prétendent pas, sauf cas particuliers, imposer un mode de fabrication ou des détails de mise en œuvre, ceux-ci relevant de l'observation des documents constituant les règles de l'art.

Celui-ci s'engage à assurer les prestations qui lui sont confiées dans les délais mentionnés et prendra toutes mesures pour fournir l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation de ses prestations.

Conformément à l'article 52 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à la mise en régie en tant que mesure coercitive à l'égard du titulaire qui ne se conformerait pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service—après mise en demeure, notifiée par le pouvoir adjudicateur, restée infructueuse.

Dans le cas où la CAF 92 déciderait de recourir à la régie, sa mise en œuvre ne pourrait être que temporaire (au plus, 1 mois), à l'issue de laquelle la résiliation aux frais et risques de ce dernier sera prononcée, si l'entrepreneur ne reprend pas les travaux.

Dans ce dernier cas, par dérogation aux dispositions de l'article 52 du CCAG Travaux, un marché sera passé avec un autre entrepreneur pour l'achèvement des travaux aux frais et risques du titulaire. Le décompte général du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux.

ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, à l'exception de celles de l'article 46.2.1, sous réserve des précisions suivantes :

16.1 : CAS DE RESILIATION OUVRANT DROIT À INDEMNITE

L'Organisme contractant se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre ou tout bon de commande y afférent, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du Titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du Titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du Titulaire sans mise en demeure). Le cas échéant, le Titulaire aura donc droit à une indemnité, qui correspondra aux dépenses engagées effectivement par lui et qui n'ont pas fait l'objet d'un préalable paiement.

16.2 : CAS DE RESILIATION N'OUVRANT PAS DROIT À INDEMNITE :

Aucune indemnité ne sera due au Titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- Décès ou incapacité civile ;
- Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article 46.1.2 du CCAG « Travaux » ;
- Incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution de l'accord-cadre.

16.3 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE AVEC MISE EN DEMEURE :

L'Organisme contractant peut résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- Le Titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a eu fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du Titulaire ;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de quinze (15) jours pendant lequel le Titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

16.4 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE SANS MISE EN DEMEURE :

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- Le Titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 15.2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le Titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'URSSAF ;
- Le Titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- La déclaration produite, en application des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique, a été reconnue inexacte.

Par ailleurs, conformément à l'article 24.3 du présent CCAP, si après notification restée infructueuse, le Titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

De même, le défaut d'assurance entraîne la résiliation de l'accord-cadre sans indemnité.

ARTICLE 17 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, à son relevé d'identité bancaire, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Organisme. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.), ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Ce dernier doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations déterminées dans le présent accord-cadre. En tout état de cause, un tel changement ne peut pas impacter, de quelque manière qui puisse être, l'exécution de l'accord-cadre. Le nouveau Titulaire doit exécuter les prestations conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 18 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à l'Organisme contractant, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail, ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de six mois, la fourniture des déclarations sociales, les preuves de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'Urssaf, et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à sa disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'Organisme contractant, aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le fait que l'organisme contractant ne procède pas à des relances systématiques en cas de non-production de ces documents n'exonère en rien le Titulaire d'être en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et de lutte contre le travail illégal.

ARTICLE 19 : REGLEMENT DES LITIGES

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent marché, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction de droit commun. Le tribunal compétent sera le Tribunal judiciaire de Nanterre.

ARTICLE 20 : LANGUE

Les différents documents relatifs au marché sont rédigés en français.

ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. APPLICABLE AUX MARCHES DE TRAVAUX

L'article 11 du CCAP, concernant les pénalités, déroge à l'article 20.1 du CCAG.
